

# Les francophones du nord persévèrent

■ Ils ont au moins été écoutés à la consultation de la société civile.

**L'**Action fouronnaise, l'Association de promotion des droits humains et des minorités (Adhum), l'Association culturelle de Dilbeek, l'Association francophone de Leeuw-Saint-Pierre, l'Association pour la promotion de la francophonie en Flandre (APFF) ainsi que Citoyens de Zaventem, absents pour cause d'indisponibilité, ont finalement participé, vendredi, à la consultation de la société civile mise sur pied par le ministère des Affaires étrangères.

Le sens de la démarche: permettre à la société civile, à travers certaines associations représentatives, de vérifier le respect des droits humains dans le cadre du prochain Examen périodique universel (EPU) de la Belgique, qui fait l'objet d'un rapport national avant que la version finale ne soit envoyée à l'Onu où elle passera sous la loupe en janvier 2016.

Pour la première fois, outre l'association porte-parole des francophones de Flandre, des groupements de Fourons ou de la périphérie bruxelloise se sont unis afin de réclamer ensemble que la Belgique ratifie enfin la convention-cadre pour la pro-

tection des minorités nationales.

## Légèrement plus optimistes

Edgar Fonck, président de l'Association pour la promotion de la francophonie en Flandre, n'était pas très optimiste ces derniers jours, le gouvernement fédéral faisant mine de ne pas vouloir se battre dans cette optique.

A la sortie de la rencontre de vendredi, il se montrait modérément optimiste. Parce que les autorités politiques n'ont pas limité les débats et semblent enfin accorder quelque crédibilité aux francophones de Flandre, sans doute en raison de la présence collégiale de leurs défenseurs parmi les ONG présentes.

Mais Edgar Fonck a aussi bon espoir que la voix des francophones sera entendue après que la représentante du ministre Reynders, Sybille de Cartier, lui a promis de la relayer au stade suivant de la consultation, entendez: lors de la réunion avec les représentants de toutes les entités fédérées qui doivent marquer leur accord. Là, ce n'est pas gagné pour ce qui est de la Flandre...

*"Lors de la dernière étude, on avait 'omis' d'intégrer nos remarques; nous osons penser que tous les niveaux de pouvoir accepteront de les publier dans le rapport. En tout cas, nous comptons les transmettre à l'Onu..."*

**Christian Laporte**